



5 NOVEMBRE 2026

Georges Berghezan

ÉCLAIRAGE

Pacte de La Mecque : une alliance incertaine dans un environnement tourmenté

grip

Le 7 août 2026, l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie ont signé à La Mecque un accord de défense conjointe. Son texte n'a pas été rendu public, mais, dans un communiqué commun, ses signataires ont mis en exergue un article stipulant qu'une attaque contre l'un d'eux « *serait considérée comme une attaque contre eux tous*[1] », soit des termes similaires à l'article 5 de la Charte de l'OTAN[2], c'est-à-dire sa clause de défense mutuelle. Aussi, l'Accord ou « *Pacte de La Mecque* » a été affublé d'autres surnoms, tels que « *OTAN musulmane* » ou « *pacte sunnite*[3] », les citoyens de ces trois pays étant majoritairement de rite musulman sunnite.

Éloignés géographiquement, ces pays n'en demeurent pas moins des puissances régionales économiques ou militaires pouvant être vues comme complémentaires : malgré ses difficultés actuelles, l'Arabie saoudite reste le premier exportateur mondial de pétrole ; la Turquie, premier PIB du bloc arabo-musulman, développe une industrie d'armement performante ; et le Pakistan dispose de l'armée la plus importante de ce bloc… et de l'arme atomique.

Le contexte international est aussi un facteur important à prendre en compte pour comprendre l'émergence de cette alliance. L'accord du 7 août rapproche en effet trois alliés traditionnels des États-Unis, dans un contexte où les interventions américaines ont profondément déstabilisé le Moyen-Orient. Enlisés dans des conflits auxquels ils peinent à trouver une issue politique, les États-Unis semblent désormais se désengager progressivement de la région, laissant les pétromonarchies du Golfe face à des incertitudes sécuritaires croissantes. En outre, comme l'a révélé Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, les discussions autour de la formation du Pacte ont débuté peu après le début de l'invasion israélienne à Gaza en octobre 2023[4]. Celui-ci entend donc être un élément de réponse à la crise qui ensanglante plusieurs pays de la région.

Dans un premier temps, cet *Éclairage* vise à comprendre la dynamique de rapprochement qui a abouti au Pacte de La Mecque et à évaluer la possibilité d'un élargissement à d'autres États. Ensuite, il esquisse la teneur des engagements pris par ses trois membres et les différences manifestes entre cette alliance et l'OTAN. Cette seconde partie aborde également les nombreuses inconnues qui subsistent, en particulier à propos de l'éventuel « *parapluie nucléaire* » que pourrait offrir le Pakistan. La troisième partie explore le positionnement géopolitique de l'alliance de La Mecque dans un contexte sécuritaire profondément troublé. Alors qu'elle a été favorablement accueillie par certains pays, d'autres semblent la considérer avec méfiance, bien qu'elle ne soit prétendument dirigée contre aucun État particulier. La recrudescence des combats au Yémen et les frappes d'alliés de l'Iran en territoire saoudien ont, en outre, déclenché une rapide activation du Pacte pour protéger le royaume des Saoud. La conclusion effectue une synthèse des forces et limites de l'Accord de La Mecque. Elle met en exergue ses ambigüités et interroge son impact sur la sécurité au Moyen-Orient.

1. Un rapprochement progressif, mais bien réel

L'origine de l'Accord de La Mecque remonte à un précédent accord, bilatéral, signé à Riyad le 17 septembre 2025 par le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et le premier ministre pakistanais Muhammad Shehbaz Sharif. Selon un communiqué conjoint annonçant la signature de cet « *accord stratégique de défense mutuelle* » (également non publié), l'un de ses objectifs serait de « *renforcer la dissuasion conjointe envers toute agression* » et sa clause principale stipulerait que « *toute agression contre l'un des deux pays sera considérée comme une agression contre les deux*[5] ».

Cet accord entre les deux pays est l'aboutissement d'une longue assistance militaire d'Islamabad à Riyad : des soldats pakistanais sont présents en terre saoudienne depuis les années 1960, où ils remplissent des fonctions de formation, conseil et sécurité[6]. En application de l'accord bilatéral, la présence pakistanaise a d'ailleurs été renforcée après le début des frappes israélo-étatsuniennes sur l'Iran, notamment par l'arrivée de 8 000 militaires et d'un escadron d'avions de combat *JF-17*[7].

Selon un haut responsable saoudien, ce traité ne constituerait pas « *une réponse à des pays ou des évènements spécifiques* »[8], bien qu'il ait été signé une semaine après une frappe israélienne ayant tué plusieurs hauts responsables du Hamas venus au Qatar pour négocier un cessez-le-feu avec l'État hébreu. Selon divers experts, dont Rabia Akhtar, doyenne de la faculté de sciences sociales de l'Université de Lahore, la conclusion de l'accord saoudo-pakistanais pourrait ainsi représenter un avertissement adressé à Israël. Il pourrait aussi viser d'autres acteurs menaçant l'intégrité du territoire saoudien, en particulier les Houthis yéménites et, au-delà, l'Iran et la « *mouvance chiite* » qui le soutient[9].

Cette alliance bilatérale a été élargie à la Turquie lors de la signature, le 7 août à La Mecque, de l'« *Accord de défense conjointe* » par le prince ben Salmane, le premier ministre Shehbaz Sharif et le président Recep Tayyip Erdoğan. L'adhésion de la Turquie renforce considérablement cette alliance. Sur le plan militaire, Ankara est le pilier oriental de l'OTAN et, d'après le classement de *Global Firepower*, la neuvième puissance militaire mondiale[10]. Ses ambitions régionales se manifestent notamment par la présence de troupes à l'étranger – avec ou sans l'accord des gouvernements concernés[11]. L'accord prévoit également l'intensification de la coopération des parties dans le domaine de l'industrie de défense[12], où les produits turcs – drones, blindés, missiles, radars, électronique, etc. – enregistrent de nombreux succès sur les marchés internationaux.

Cette alliance témoigne d'un rapprochement pragmatique entre Riyad et Ankara, malgré la persistance de leurs divergences religieuses et idéologiques, notamment autour de la question du leadership du monde musulman. Après avoir gelé leurs relations

diplomatiques dans la foulée du meurtre au consulat saoudien d'Istanbul du journaliste Jamal Khashoggi en 2018, les deux pays les ont pleinement rétablies quatre ans plus tard[13]. Les relations turco-pakistanaises, quant à elles, n'ont pas connu de perturbations récentes – Ankara demeurant notamment l'un des principaux supports d'Islamabad sur la question du Cachemire[14].

2. Une OTAN moyen-orientale et nucléarisée ?

Selon le communiqué officiel annonçant sa signature, l'Accord de La Mecque entend non seulement « *renforcer la dissuasion collective contre tout acte d'agression* », mais stipule aussi que « *toute attaque armée contre un des trois États sera considérée comme une attaque contre eux tous*[15] ». Le ministre Hakan Fidan a qualifié cet engagement de « *techniquement identique*[16] » à l'article 5 de la Charte de l'OTAN, sa clause de défense collective. Peut-on, pour autant, assimiler l'alliance de La Mecque à une « *OTAN islamique* » ? Bien que le texte de l'Accord soit maintenu secret, il existe en effet quelques différences évidentes entre les deux alliances.

Tout d'abord, les deux organisations ne peuvent être comparées ni du point de vue de leur envergure, ni en matière de moyens militaires : en 2025, les 32 membres de l'OTAN totalisaient 55 % des dépenses militaires mondiales alors que le trio de La Mecque n'en représentait qu'un peu plus de 4 %[17]. D'autre part, l'accord tripartite est loin d'instaurer une organisation dotée de mécanismes similaires à ceux de l'OTAN : pas de commandement intégré, de plans militaires, de procédures et standards communs, d'interopérabilité, etc. – en bref, tout ce qui fait fonctionner la machine otanienne et a mis des décennies à être défini et mis en œuvre[18].

Il faut toutefois préciser que, quelques jours après sa signature, le ministère turc de la Défense indiquait que diverses initiatives concrètes donneront de la substance à l'accord. Celles-ci comprennent des projets d'exercices conjoints terre, air, mer et cyberespace, et des transferts de technologie en matière de drones, intelligence artificielle, etc[19]. Et, en effet, le 31 août, une première réunion du Comité stratégique de politique et de défense, établi par l'accord du début du mois, s'est tenue à Istanbul en présence des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des trois parties, ainsi que des chefs de leurs forces armées[20]. Selon le communiqué officiel qui l'a suivi, les participants ont convenu de favoriser « *une coopération robuste dans l'industrie de la défense et le développement de productions et de technologies communes*[21] ». Enfin, l'Accord de La Mecque a été doté d'un secrétariat basé à Riyad, lequel devra être dirigé par un secrétaire général dont le premier doit être Pakistanais[22], en l'occurrence le lieutenant-général à la retraite Nauman Mahmood nommé cinq semaines plus tard, lors de la seconde réunion du Comité stratégique[23].

Ces éléments de renforcement de l'Accord de défense conjointe entre l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie pris en compte, il faut tout de même encore énumérer une différence fondamentale avec l'OTAN : elle n'a pas désigné de leader précis, alors que l'OTAN est *de facto* dominée par les États-Unis. Ce leadership se manifeste notamment par la doctrine du « *partage nucléaire* », qui permet à Washington de déployer des armes atomiques dans plusieurs pays européens[24]. Unique puissance nucléaire de l'alliance tripartite, le Pakistan a toujours justifié sa posture en riposte au programme nucléaire indien. Or, interrogé à propos d'un éventuel élargissement du « *parapluie nucléaire* » pakistanais après la signature de l'accord bilatéral de 2025, un officiel saoudien a déclaré laconiquement que celui-ci « *englobe tous les moyens militaires*[25] ». Autrement dit, cette déclaration laisse planer la possibilité que la dissuasion nucléaire pakistanaise puisse également bénéficier à l'Arabie saoudite dans le cadre d'un dispositif de défense élargi, alors qu'elle était jusqu'ici principalement tournée vers l'Inde.

Une intensification de la coopération militaire saoudo-pakistanaise fait également craindre des risques de prolifération nucléaire accrus. Riyad a plusieurs fois manifesté son intention de se doter de l'arme atomique si l'Iran en faisait de même. En 2024, le prince ben Salmane aurait même déclaré, peut-être en guise de boutade, ne pas « *avoir besoin d'uranium pour faire une bombe, je vais juste en acheter une au Pakistan*[26] ». Cependant, l'hypothèse d'une bombe produite sur place est devenue moins hypothétique depuis que l'Arabie saoudite a conclu un accord avec les États-Unis le 22 juillet 2026, qui prévoit qu'elle produise son propre uranium enrichi dans le cadre d'un programme de développement du nucléaire civil soutenu par Washington. Celui-ci ne prévoit pas d'adhésion de Riyad au Protocole additionnel de l'Agence internationale sur l'énergie atomique (AIEA), l'administration Trump considérant son propre contrôle suffisant[27].

Une dernière différence notable avec l'Alliance transatlantique concerne son but : plusieurs dirigeants des trois parties de l'Accord de La Mecque ont affirmé avec force qu'il ne visait aucun État particulier[28]. À l'inverse, l'OTAN identifie divers pays comme des menaces plus ou moins directes, contre lesquelles il importe de se protéger[29]. Cet apparent décalage fait l'objet de la partie suivante.

3. S'allier, avec qui et contre qui ?

La référence à une éventuelle « *attaque armée* » contre l'un des membres de l'Accord de La Mecque soulève la question de l'origine des menaces auxquelles celle-ci entend répondre. La zone comprise entre Ankara, Riyad et Islamabad regorge de conflits actifs et latents. Dans cette vaste région, seuls quelques pays ont réagi officiellement, et positivement, à la création du Pacte – surtout des pétromonarchies du Golfe qui pourraient être candidates à une adhésion[30].

Selon le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Ishaq Dar, six ou sept pays à majorité musulmane pourraient

prochainement intégrer l'alliance[31]. Son élargissement a été évoqué, dès la signature de l'Accord, par le président Erdoğan qui a dit espérer qu'« *un jour tous les pays de la région se rallient à cette initiative* ». Son ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a renchéri en déclarant que l'Égypte était un « *partenaire naturel*[32] ». Celle-ci entretient déjà des relations étroites avec les membres du Pacte et aurait participé à des discussions préalables à la constitution de l'alliance. Toutefois, elle n'a pas encore explicitement manifesté son désir de rejoindre l'alliance. Cela peut s'expliquer par des raisons géopolitiques, où y adhérer pourrait nuire à son « *équilibre stratégique*[33] » et à son intense coopération militaire avec les Émirats arabes unis (EAU)[34] dont les relations avec le voisin saoudien sont au plus bas. Parmi les autres candidats au nouveau club, on trouverait un proche allié de la Turquie, le Qatar, peut-être d'autres membres du Conseil de coopération du Golfe[35], et la Syrie[36].

Si l'alliance suscite l'intérêt de plusieurs États, son émergence semble également provoquer des inquiétudes chez d'autres, à en juger par les positions exprimées par leurs médias et divers commentateurs. Israël n'a pas réagi officiellement à la signature de l'Accord, mais dans certains milieux, en particulier celui du renseignement, on considère avec beaucoup de méfiance la synergie des capacités militaires turques et pakistanaises[37]. De plus, le rapprochement turco-saoudien, intervenant après les massacres à Gaza, compromet davantage la perspective d'adhésion de Riyad aux « *Accords d'Abraham* » normalisant les relations d'Israël avec le monde arabe[38]. Le ministre Fidan n'a d'ailleurs pas manqué, à l'issue de la réunion du comité stratégique du 31 août, de s'en prendre vivement à la politique du gouvernement Netanyahu qui représenterait une « *menace majeure pour toute la région*[39] ».

Pour les EAU, principal allié arabe d'Israël, l'accord de La Mecque a également été perçu comme une désagréable surprise[40]. Concurrents sur nombre de terrains, les relations entre Riyad et Abu Dhabi ont été largement ternies par les frappes saoudiennes contre des navires émiratis en décembre 2025 au Yémen. De plus, dix jours après la formation de l'alliance, Riyad a conclu un accord de coopération militaire avec la junte au pouvoir au Soudan, laquelle est en guerre depuis 2023 avec les paramilitaires des Forces de soutien de rapide (FSR) – comme le démontrent plusieurs enquêtes internationales, celles-ci sont principalement soutenues par les EAU, bien que ceux-ci l'ont toujours démenti. Selon *Le Monde*, l'accord précité prévoit que l'Arabie saoudite couvre les achats d'armes de la junte auprès de la Turquie et du Pakistan (des drones et des blindés, notamment[41]).

Bien que la Commission européenne ait salué une initiative qui « *pouvait faire une contribution positive à la stabilité régionale*[42] », des réactions négatives ont aussi été enregistrées en Europe. En Grèce – dont les relations avec Ankara demeurent tendues, et qui entretient une coopération économique et militaire de plus en plus intense avec Israël – l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre grecque, Georgios Kampas, a notamment exprimé son opinion défavorable à cette alliance. Il a, en particulier, alerté sur les risques d'espionnage industriel liés au rapprochement militaire entre la Turquie, équipée de systèmes répondant aux

standards de l'OTAN, et le Pakistan, largement dépendant des technologies militaires chinoises[43]. En représailles, la menace d'un retrait des missiles *Patriot* grecs déployés en Arabie saoudite aurait même été brandie.

Quant à l'Inde, elle a officiellement déclaré « *examiner les implications*[44] » de cette alliance, à laquelle participe le Pakistan, son principal rival régional. L'une des principales interrogations concerne la possibilité que la Turquie apporte une assistance militaire à Islamabad en cas de reprise des hostilités au Cachemire[45]. Également, l'adhésion du Bangladesh – qui s'est déclaré candidat au Pacte sans encore y avoir été invité – pourrait renforcer la méfiance de New Delhi à l'égard de cette alliance[46].

Les États-Unis hors-jeu ?

À Washington, le président Trump s'est dit « *très content* » de la formation de l'alliance, qui irait dans le sens de sa politique de « *burden-sharing* », consistant à faire payer davantage les alliés des États-Unis pour leur défense[47]. Cette association de trois partenaires traditionnels de Washington, en réalité, est surtout révélatrice d'une perte de confiance envers leur protecteur d'outre-Atlantique. C'est particulièrement le cas de l'Arabie saoudite, où la présence de milliers de soldats américains n'a pas suffi à protéger le pays des frappes iraniennes. Elle aurait, au contraire, joué un rôle de paratonnerre, en faisant du territoire saoudien une cible de ces attaques. En outre, Donald Trump aurait refusé de donner suite à une demande de Mohammed ben Salmane visant à engager de nouvelles frappes au Yémen[48], une décision susceptible d'avoir renforcé les doutes du prince héritier quant à la fiabilité du « *bouclier américain* ».

Pour autant, aucun des trois pays ne semble envisager une remise en cause de ses relations avec Washington ni, dans le cas de la Turquie, de son engagement au sein de l'OTAN. Pour le ministre Fidan, l'alliance de La Mecque serait d'ailleurs « *complémentaire* » à l'OTAN et non un « *cadre rival* »[49]. Il n'en demeure pas moins qu'au-delà des tensions actuelles, cette alliance semble répondre à une ambition de plus long terme : renforcer l'autonomie stratégique de ses membres, tant dans leurs orientations géopolitiques que dans leurs approvisionnements en armements, tout en diversifiant les moyens dont ils disposent pour assurer la défense de leurs territoires et de leurs intérêts[50].

Paradoxalement, alors que l'Arabie saoudite est la cible depuis mars 2026 de missiles et drones lancés par l'Iran et ses alliés chiites, les partenaires de La Mecque ne paraissent pas écarter une adhésion de Téhéran à leur alliance. Selon la chaîne libanaise *Al Mayadeen*, une proposition d'adhésion aurait ainsi été faite à Téhéran et serait étudiée par la direction de la République islamique. Le ministère iranien des Affaires étrangères a cependant démenti toute « *invitation formelle* », mais reconnu que les trois alliés avaient été à l'initiative d'un dialogue sur des questions de « *sécurité collective de*

la région[51] ». Ces informations vont dans le sens des déclarations de dirigeants comme Recep Tayyip Erdoğan, selon lesquelles l'alliance n'est pas dirigée contre l'Iran ou la mouvance chiite[52]. Une telle approche est aussi en ligne avec le rôle de médiateurs que la Turquie et le Pakistan tentent de jouer depuis le début des bombardements israélo-étatsuniens sur l'Iran.

La poursuite des tirs des Houthis yéménites sur le territoire saoudien a néanmoins placé les trois pays du Pacte de la Mecque devant la nécessité de réagir. Le 5 octobre, à l'issue d'une réunion d'urgence du Comité stratégique de politique et de défense, ceux-ci ont décidé « *de passer immédiatement à la mise en œuvre concrète des engagements de défense collective et de prendre les mesures nécessaires pour fournir les forces et les capacités militaires convenues et assurer leur déploiement rapide dans le Royaume* » d'Arabie saoudite[53]. Concrètement, la Turquie devrait accroitre son soutien technique aux forces armées saoudiennes. En cas d'approbation parlementaire, elle pourrait déployer des forces spéciales et de l'aviation pour contrer les drones et missiles lancés depuis le Yémen, dont ceux visant le pipeline traversant l'Arabie d'est en ouest, la capitale et les lieux saints de Médina et La Mecque[54]. Quelques jours avant cette réunion, le président Erdoğan avait précisé que ce soutien pouvait « *englober le renseignement, la logistique ou les munitions, tandis qu'un soutien militaire plus étendu pourrait également être envisagé en fonction de l'ampleur de la menace*[55] ». L'apport éventuel du Pakistan est moins clair, mais, selon un analyste militaire de ce pays, Islamabad serait prêt à fournir à Riyad « *tous les moyens disponibles* » pour sa défense, tout en donnant la priorité aux efforts diplomatiques[56]. En définitive, aucun des trois membres du Pacte ne compte déployer des troupes de combat sur le terrain yéménite.

Conclusion

Cet *Éclairage* a permis de dégager plusieurs enseignements quant aux origines, aux ambitions et à la portée du Pacte de La Mecque signé par l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie. Tout d'abord, il a montré que cette alliance résulte d'un rapprochement progressif entre trois puissances régionales aux capacités militaires complémentaires, dont les intérêts stratégiques convergent malgré la persistance de certaines rivalités. Si l'accord prévoit un engagement de défense collective comparable, dans son principe, à celui de l'OTAN, il demeure toutefois très éloigné de cette dernière sur les plans institutionnel et opérationnel. La nature exacte des engagements militaires, notamment l'éventuelle extension de la dissuasion nucléaire pakistanaise, reste également entourée d'incertitudes. Enfin, l'analyse de son positionnement géopolitique révèle les ambiguïtés d'une alliance qui, tout en affirmant ne viser aucun État particulier, suscite des réactions contrastées et s'inscrit dans un environnement régional marqué par de profondes rivalités.

L'avenir dira si l'Accord de défense conjointe de La Mecque aura un impact significatif sur la situation au Moyen-Orient et au-delà. À ce stade, et compte tenu du caractère

confidentiel de l'Accord, la question se pose de savoir si celui-ci ne demeure pas essentiellement une « *alliance de papier* », dont la principale fonction serait d'adresser un signal dissuasif à des puissances régionales, comme Israël ou l'Iran, sans nécessiter d'engagements militaires substantiels.

Le but principal de l'accord pourrait aussi être de développer la coopération en matière d'industrie de défense, les trois parties s'avérant particulièrement complémentaires. Cette coopération pourrait s'étendre sur des théâtres extérieurs comme le suggère l'accord conclu avec la junte soudanaise en guerre contre les FSR. Cependant, si l'objectif est d'aller au-delà, les partenaires devront prioritairement coordonner leurs politiques étrangères et de défense. Plus spécifiquement, ils devront établir des mécanismes communs de dissuasion et de riposte, et éventuellement les mettre en œuvre, alors qu'ils sont impliqués dans divers conflits armés.

Dans tous les cas, le Pacte est encore loin d'égaler une alliance comme celle de l'OTAN. Alors que son élargissement a été proclamé dès la signature de l'accord, l'adhésion éventuelle de nouveaux membres permettra de jauger l'intérêt que suscite l'initiative dans la région. Un autre test sera le type d'assistance que pourraient offrir Ankara et Islamabad à Riyad, victime de tirs répétés en provenance du Yémen, les deux premiers étant favorables à un dialogue avec l'Iran. Parmi les autres inconnues, figurent l'éventuel partage du « *parapluie nucléaire* » pakistanais et la possible production par l'Arabie saoudite, d'ici quelques années, de son propre uranium enrichi, hors contrôle de l'AIEA.

La portée du Pacte se mesurera également à sa capacité à surmonter les ambiguïtés de son positionnement stratégique. En effet, la proclamation d'une alliance sans adversaire désigné constitue une arme à double tranchant. Cette ambiguïté éveille d'autant plus la méfiance de certains pays que son texte fondateur est gardé secret. Au-delà des inquiétudes suscitées en Israël par la perspective d'un renforcement de la coopération militaire entre plusieurs puissances musulmanes, l'Accord de La Mecque a également été accueilli avec méfiance par certains États de leur voisinage, bien que ceux-ci ne soient pas explicitement désignés comme des adversaires. Parallèlement, ses promoteurs le considèrent comme une assurance dans un monde où nombre des certitudes s'effondrent, comme la pérennité du bouclier étatsunien.

Les évènements qui s'enchainent au Moyen-Orient, et à court terme au Yémen, dissiperont sans doute une partie de l'opacité qui entoure cette nouvelle alliance. Sa création est en tout cas révélatrice d'une érosion de la crédibilité et de l'influence des États-Unis dans la région, dont les interventions militaires et les choix stratégiques ont largement contribué à la déstabilisation du Moyen-Orient et aux perturbations des marchés énergétiques mondiaux. Face aux limites des garanties sécuritaires américaines, même les alliés traditionnels de Washington semblent désormais chercher à diversifier leurs partenariats et à renforcer leur autonomie stratégique, afin de mieux défendre leurs intérêts communs.

Références

1. « Saudi Arabia, Türkiye, and Pakistan Issue Joint Statement of the Makkah Al-Mukarramah Summit for Joint Defence », *Saudi Press Agency*, 7 août 2026.

2. « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles (…) sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence (…) chacune d'elles (…) assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt (…) telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord (…)* ». Voir : *Le Traité de l'Atlantique Nord*, signé à Washington D.C. le 4 avril 1949, entré en vigueur le 24 août 1949, art. 5.

3. « Le pacte de La Mecque : 4 éléments clés pour comprendre l'« OTAN musulmane » créée par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan », *BBC News Afrique*, 19 août 2026.

4. « Turkey, Pakistan, Saudi Arabia defence pact technically same as NATO's Article 5, Turkish minister says », *Reuters*, 8 août 2026.

5. Ministère des Affaires étrangères de la République du Pakistan, « Joint Statement on the State Visit of Prime Minister of the Islamic Republic of Pakistan, Muhammad Shehbaz Sharif, to the Kingdom of Saudi Arabia », 17 septembre 2025.

6. AKHTAR Rabia, « Beyond the Hype: Pakistan-Saudi Defense Pact Is Not a Saudi Nuclear Umbrella », *Belfer Center for Science and International Affairs*, 18 septembre 2025.

7. SHAHZAD Asif, SAYEED Saad, BUKHARI Mubasher, « Pakistan deploys jet squadron, thousands of troops to Saudi Arabia during Iran war », *Reuters*, 18 mai 2026.

8. EL DAHAN Maha, SHAH Saeed, « Saudi Arabia, nuclear-armed Pakistan sign mutual defence pact », *Reuters*, 18 septembre 2025.

9. AKHTAR, *loc. cit.*, 2005.

10. « 2026 Military Strength Ranking », *GlobalFirepower* (consulté le 12 septembre 2026). Dans ce même classement, le Pakistan et l'Arabie saoudite figurent respectivement à la 14e et 25e places.

11. BERGHEZAN Georges, « Turquie : une empreinte militaire de plus en plus pesante à l'extérieur », *Note d'analyse du GRIP*, 21 janvier 2021, 20 pp, BERGHEZAN Georges, « Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie », *Note d'analyse du GRIP*, 3 février 2021, 19 pp.

12. « Saudi Arabia, Türkiye, and Pakistan Issue Joint Statement of the Makkah Al-Mukarramah Summit for Joint Defence », *Saudi Press Agency*, 7 août 2026.

13. CLEMENTZ Georges, EL CHAMI Rodolph, « Turquie-Arabie saoudite : de la rivalité au rapprochement ? », *Fondation pour la recherche stratégique*, note n° 20/2022, 9 mai 2022.

14. « Erdogan conveys Turkey's solidarity to Pakistan PM amid crisis with India », *Reuters*, 7 mai 2025.

15. « Saudi Arabia, Türkiye, and Pakistan Issue Joint Statement of the Makkah Al-Mukarramah Summit for Joint Defence », *Saudi Press Agency*, 7 août 2026.

16. « Le pacte de La Mecque : 4 éléments clés pour comprendre l'« OTAN musulmane » créée par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan », *BBC News Afrique*, 19 août 2026.

17. « SIPRI Military Expenditure Database », *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*, consulté le 29 septembre 2026.

18. JAURA Ramesh, « The Mecca Pact Redraws Asia's Security Map – Analysis », *Eurasia Review*, 27 août 2026.

19. *Ibidem*.

20. « Turkiye, Pakistan and Saudi Arabia hold strategic political and defense committee meeting in Istanbul », *Reuters*, 31 août 2026.

21. Ministère des Affaires étrangères de la République du Pakistan, « Strategic political and defence committee of the Makkah Agreement for Joint Defence - joint statement », 31 août 2026.

22. *Ibidem*.

23. Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, « Joint Statement on the Emergency Meeting of the Strategic Political and Defense Committee of the Makkah Alliance for Defense », 5 octobre 2026.

24. « NATO's Nuclear Sharing Arrangements », OTAN, février 2022.

25. EL DAHAN Maha, SHAH Saeed, « Saudi Arabia, nuclear-armed Pakistan sign mutual defence pact », *Reuters*, 18 septembre 2025.

26. AKHTAR, *loc. cit.*, 2005.

27. DAVENPORT Kelsey, « The U.S.-Saudi Agreement for Civil Nuclear Cooperation: Answers to Frequently Asked Questions », *Arms Control Association*, 1er septembre 2026.

28. Dont le président turc Erdoğan (voir : « Erdogan: Mecca defence pact not aimed at Iran or Israel », *TRT World*, 25 septembre 2026) et le premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif (voir : MAHMUD Faisal, UL KHALIQ Riyaz, « Mecca defense pact not directed against any state, Pakistan premier tells SCO summit in Bishkek », *Anadolu Agency*, 1er septembre 2026.

29. « NATO 2022 Strategic Concept », *OTAN*, 29 juin 2022.

30. « After Kuwait and Bahrain, Qatar welcomes Saudi-Turkish-Pakistani Mecca defence pact », *TRT World*, 11 août 2026.

31. « Turkey, Saudi Arabia, Pakistan hold first Mecca Defense Agreement meeting as more countries eye joining pact », *i24NEWS*, 31 août 2026.

32. « Le pacte de La Mecque : 4 éléments clés pour comprendre l'OTAN musulmane » créée par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan », *op. cit.*

33. « Egypt stays out of Mecca pact but remains key to Saudi security calculus », *The Arab Weekly*, 4 septembre 2026.

34. « UAE announces Egyptian troop deployment on its soil », *Egypt Independent*, 8 mai 2026.

35. « After Kuwait and Bahrain, Qatar welcomes Saudi-Turkish-Pakistani Mecca defence pact », *TRT World*, 11 août 2026.

36. « Syria to Potentially Join MECCA Defense Pact Amid Regional Tensions », *Times of Islamabad*, 21 août 2026.

37. ANAND Shreeya, « The Mecca Pact: What Does It Mean for Israel's Intelligence », *The Times of Israel*, 20 août 2026.

38. COOK Steven A., « The U.S.-Led Middle East Order Is Over. The Mecca Agreement Proves It. », *Council on Foreign Relations*, 13 août 2026.

39. « Turkey, Saudi Arabia, Pakistan hold first Mecca Defense Agreement meeting as more countries eye joining pact », *i24NEWS*, 31 août 2026.

40. HEARST David, « Why the Mecca Agreement has given the UAE-Israel alliance the jitters », *Middle East Eye*, 17 août 2026, « Tensions between Saudi Arabia and the UAE have resurfaced… », *Apna Watan Tv* via *Facebook*, 22 août 2026.

41. HOCHET-BODIN Noé, « La guerre au Soudan, premier terrain du "pacte de La Mecque" entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan », *Le Monde*, 26 août 2026.

42. MICHALOPOULOS Sarantis, « Brussels smiles on Turkey's 'Mecca' defence pact despite Chinese espionage fears », *Euractiv*, 2 septembre 2026.

43. *Ibidem*.

44. « "Examining implications": India reacts to Pakistan-Saudi-Turkey defence pact », *The Tribune*, 11 août 2026.

45. JAURA Ramesh, « The Mecca Pact Redraws Asia's Security Map – Analysis », *Eurasia Review*, 27 août 2026.

46. ISLAM Arafatul, « Will Bangladesh join the Mecca defense alliance? », *Deutsche Welle*, 1er septembre 2026.

47. JAURA Ramesh, « The Mecca Pact Redraws Asia's Security Map – Analysis », *Eurasia Review*, 27 août 2026.

48. RAVID Barak, « Scoop: MBS urged Trump to strike Houthis amid Red Sea threat », *Axios*, 11 septembre 2026.

49. « Turkey, Saudi Arabia, Pakistan hold first Mecca Defense Agreement meeting as more countries eye joining pact », *i24NEWS*, 31 août 2026.

50. *Ibidem*.

51. « Iran denies receiving formal invitation to join Mecca defense pact », *Türkiye Today*, 24 août 2026.

52. « Erdogan: Mecca defence pact not aimed at Iran or Israel », *TRT World*, 25 septembre 2026.

53. « Joint Statement on the Emergency Meeting of the Strategic Political and Defense Committee of the Makkah Alliance for Defense », 5 octobre 2026.

54. SOYLU Ragip, KEMAL Levent, « Turkey to deploy troops and air defence systems to Saudi Arabia amid Houthi attacks », *Middle East Eye*, 6 octobre 2026.

55. « Erdogan: Mecca defence pact not aimed at Iran or Israel », *TRT World*, 25 septembre 2026.

56. « Pakistan ready to support Saudi Arabia with 'all available means': Defense analyst », *Alarabiya English*, 6 octobre 2026.

L'auteur

Après avoir travaillé au GRIP comme chercheur durant les années 1980, Georges Berghezan y est revenu au début des années 2000. Il a alors concentré ses activités sur les nombreux conflits « *post-guerre froide* », particulièrement en Afrique subsaharienne, et sur les outils servant à les mener, les armes légères et de petit calibre, dont l'utilisation et les transferts commençaient seulement à être quelque peu réglementés. C'est donc autour de ces deux problématiques - Afrique et armes légères - qu'il menait la plupart de ses activités. Depuis sa retraite en 2022, il continue à collaborer occasionnellement avec le GRIP en tant que chercheur associé.

Pour citer cette publication

BERGHEZAN Georges, « Pacte de La Mecque : une alliance incertaine dans un environnement tourmenté », *Éclairage du GRIP*, 5 novembre 2026.

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éduation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture :

De gauche à droite: le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan et le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif - crédit : Wikimedia Commons.

***

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Mundo-Madou -Avenue des Arts, 7-8

1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique

Tél. : +32 (0) 473 982 820 - admi@grip.org - www.grip.org

Le GRIP a pour objectif la recherche et l'information sur les questions de paix et de sécurité internationales. Ses travaux portent sur :

- les conflits armés, leur gestion, leur prévention et leur résolution, notamment grâce aux outils du maintien de la paix, ainsi que leurs impacts humains et écologiques ;
- les politiques de sécurité et de défense, notamment au niveau européen ou en Afrique ;
- la production, le commerce, l'usage et le contrôle des armements.

Le GRIP s'attache à la production d'une recherche rigoureuse et à rendre compte des questions étudiées avec nuance et intégrité. Il fait la promotion du règlement pacifique des différends, de la sécurité humaine, ainsi que du respect du droit international, des droits humains et des libertés fondamentales. Sans naïveté face aux acteurs enclins à user de la violence, le GRIP entend contribuer à un monde moins armé et plus sûr.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP considère que les enjeux de sécurité et de défense doivent faire l'objet d'un débat démocratique et pluraliste. Il œuvre pour préserver l'accès des citoyen·ne·s, des médias et des décideur·euse·s politiques à une recherche indépendante sur les questions de paix et de sécurité internationales. Son but est de contribuer à la formation de leur jugement critique, face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques, ainsi que des conceptions éthiques parfois contradictoires.

En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

1. Préserver et développer une recherche indépendante et rigoureuse sur la paix ;
2. Garantir l'accès du public francophone et de la société civile à cette recherche ;
3. Consolider une force de proposition auprès des décideur·euse·s politiques ;
4. Assurer le pluralisme du débat public sur les questions de sécurité et de défense ;
5. Former les futur·e·s chercheur·e·s et praticien·ne·s à l'analyse critique de ces enjeux.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun.

→ **Pour nous soutenir :**
www.grip.org/donation-grip/

→ **Devenez donateur :**
IBAN : BE87 0001 5912 8294
BIC/SWIFT : BPO TBE B1